

# WIPHALAS POR EL MUNDO

## 25.5.26 ALERTA INTERNACIONAL URGENTE SOBRE BOLIVIA

Hace apenas unos momentos, el gobierno neoliberal de Rodrigo Paz en Bolivia **avanzó para abrogar la Ley 1341** sobre Estados de Excepción, **eliminando protecciones constitucionales y abriendo el camino a una mayor represión, militarización y violencia estatal contra el pueblo boliviano.** La ley acaba de ser aprobada por la Cámara de Senadores y se espera la deliberación en la Cámara de Diputados.

Como el mundo puede ver, las movilizaciones masivas en Bolivia son pacíficas y legítimas. Campesinos, trabajadores, pueblos indígenas y familias enteras marchan desarmados, alzando sus voces y sus Wiphalas porque ya no pueden alimentar a sus hijos en medio de la profunda crisis económica y por la peligrosa erosión de derechos constitucionales conquistados tras décadas de lucha.

Sin embargo, la policía ha disparado contra manifestantes, lanzado gases lacrimógenos y escalado la represión contra movimientos sociales que ante la falta de diálogo honesto han llegado a exigir la renuncia del presidente Rodrigo Paz.

Aun se desconoce la cifra exacta de cuantas personas habrían resultado heridas, tras la represión del 23 de mayo con el llamado "corredor humanitario". Pobladores de la provincia Aroma apuntan que habrían sido reprimidos con armas letales resultando un fallecido: **Victor Quispe.**

El pueblo boliviano tiene el derecho democrático y constitucional a marchar, organizarse y protestar pacíficamente sin miedo a la violencia, la estigmatización racista o la persecución.

**Hacemos un llamado urgente a organizaciones internacionales, líderes políticos, organismos de derechos humanos, sindicatos e instituciones democráticas a solidarizarse con el pueblo boliviano y denunciar la represión estatal y las violaciones a los derechos constitucionales en Bolivia.**

La solidaridad internacional es urgente.

**Jallalla el Estado Plurinacional de Bolivia!**



# WIPHALAS ACROSS THE WORLD

## 25.5.26 ALERTE INTERNATIONALE

### URGENCE EN BOLIVIE

Il y a quelques instants à peine, le gouvernement néolibéral de Rodrigo Paz en Bolivie a pris des **mesures pour abroger la loi n° 1341** sur les états d'exception, **il cherche à supprimer les protections constitutionnelles et ouvrir la voie à une répression accrue, à la militarisation et à la violence d'État contre le peuple bolivien.** La loi vient d'être adoptée par le Sénat et doit désormais être examinée par la Chambre des députés.

Le monde entier a pu constater, les mobilisations massives en Bolivie sont pacifiques et légitimes. Paysans, travailleurs, peuples autochtones et familles entières défilent les mains vides, en faisant entendre leur voix et en brandissant leurs **Wiphalas**, car ils ne peuvent plus nourrir leurs enfants face à la grave crise économique et à la dangereuse érosion des droits constitutionnels acquis au prix de décennies de lutte.

Cependant, la police a tiré sur les manifestants, lancé des gaz lacrymogènes et intensifié la répression contre les mouvements sociaux qui, en l'absence de dialogue honnête, ont fini par exiger la démission du président Rodrigo Paz.

Le nombre exact de personnes qui auraient été blessées après la répression du 23 mai, durant ce que l'on appelle le « couloir humanitaire », n'est pas encore connu. Les habitants de la province d'Arma de La Paz indiquent qu'ils auraient été réprimés avec des armes létales, dont un décédé : **Victor Cruz Quispe.**

Le peuple bolivien a le droit démocratique et constitutionnel de marcher, de s'organiser et de protester pacifiquement sans crainte de violence, de stigmatisation raciste ni de persécution.

**Nous lançons un appel urgent aux organisations internationales, aux dirigeants politiques, aux organismes de défense des droits de l'homme, aux syndicats et aux institutions démocratiques pour qu'ils se solidarisent avec le peuple bolivien et dénoncent la répression étatique et les violations des droits constitutionnels en Bolivie.**

La solidarité internationale est urgente.

**Jallalla l'État Plurinational de Bolivie!**



## **WIPHALAS ACROSS THE WORLD 25.5.26 URGENT INTERNATIONAL ALERT ON BOLIVIA**

Just moments ago, the neoliberal government of Rodrigo Paz in Bolivia moved to **abolish Law 1341** on States of Exception, **removing constitutional protections and opening the door to greater repression, militarisation and state violence against the Bolivian people.** The law has just been approved by the Senate Chamber and now awaits deliberation in the Chamber of Deputies.

As the world can clearly see, the mass mobilisations across Bolivia are peaceful and legitimate. Campesinos, workers, Indigenous communities and entire families are marching unarmed, raising their voices and their Wiphaldas because they can no longer feed their children amid the deep economic crisis and the dangerous erosion of constitutional rights won through decades of struggle.

Yet police have fired at protesters, thrown tear gas at demonstrations and escalated repression against social movements which, in the absence of honest dialogue, have come to demand the resignation of President Rodrigo Paz.

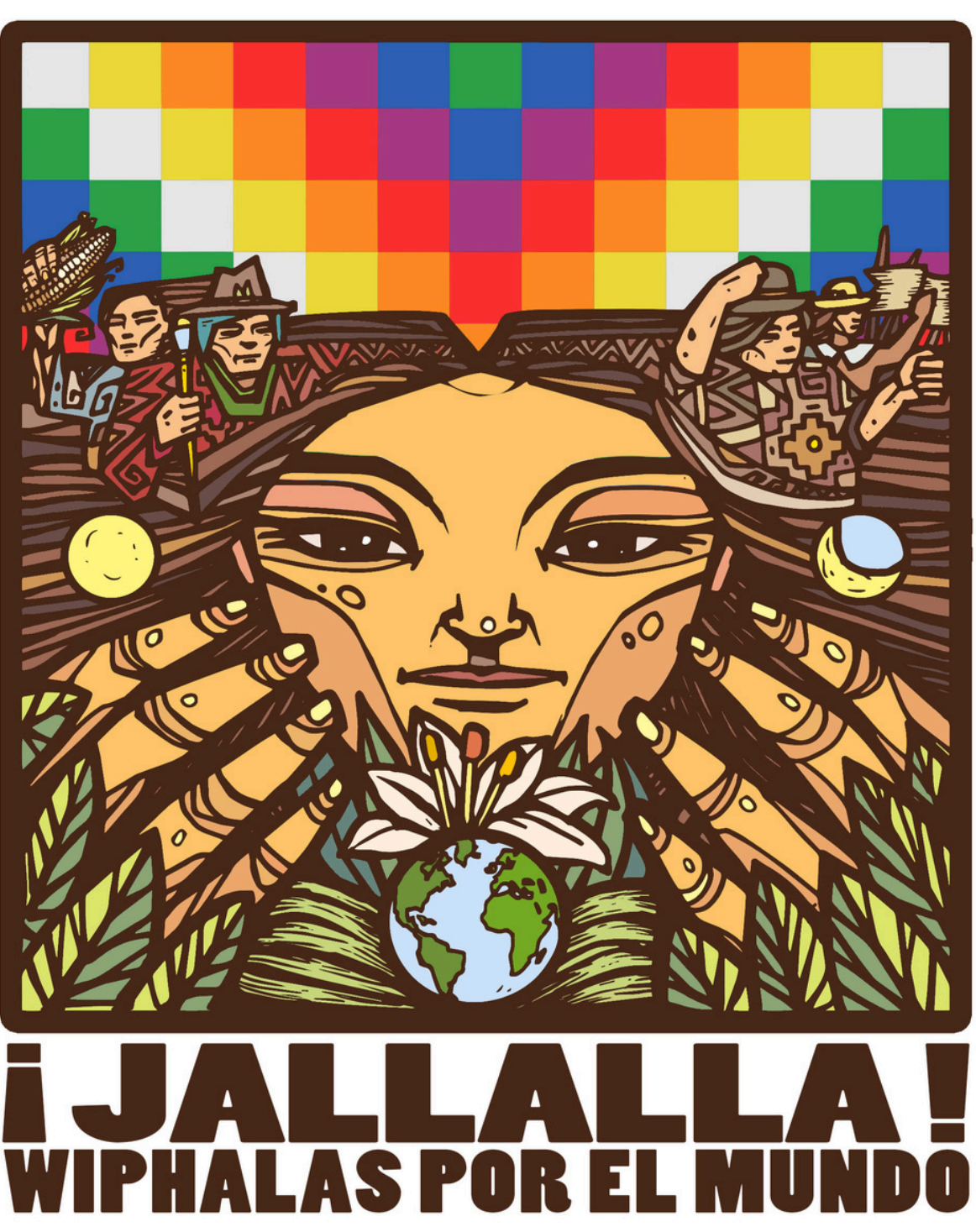
The exact number of people injured following the repression of 23 May during the so-called “humanitarian corridor” remains unknown. Residents from Aroma Province report that lethal weapons have been used during the repression, resulting in the death of **Victor Quispe.**

The Bolivian people have the democratic and constitutional right to march, organise and protest peacefully without fear of violence, racist stigmatisation or persecution.

**We urgently call on international organisations, political leaders, human rights bodies, trade unions and democratic institutions to stand in solidarity with the Bolivian people and denounce state repression and violations of constitutional rights in Bolivia.**

International solidarity is urgently needed.

**Jallalla the Plurinational State of Bolivia!**



## WIPHALAS ACROSS THE WORLD 19.5.26 COMUNIQUE INTERNATIONAL EN DEFENSE DE L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

Les organisations sociales, les collectifs, les peuples autochtones, les syndicats, les mouvements sociaux et les diasporas de l'Abya Yala à travers le monde exprimons notre profonde inquiétude face à la grave situation politique et sociale que traverse la Bolivie sous le gouvernement du président Rodrigo Paz. Au cours des derniers mois, le gouvernement a adopté des décrets, des lois et des propositions qui suscitent l'inquiétude parmi les organisations paysannes, autochtones et les secteurs populaires, car ils constituent de graves reculs par rapport aux droits acquis au terme de décennies de lutte sociale.

Parmi les principales préoccupations figurent :

- Les tentatives d'assouplissement des contrôles sur les ressources naturelles et les territoires autochtones, cédant ainsi la souveraineté à des capitaux étrangers, en violation de la Constitution politique de l'État (CPE) et en autorisant des autorisations accélérées sans consultation préalable des communautés autochtones ni études environnementales (décret suprême 5503). Tout cela dans le but explicite de favoriser le secteur agro-industriel et l'intervention internationale.
- Des lois qui menacent le droit à la terre et affaiblissent la protection juridique des petits propriétaires. Favorisant en revanche les processus de privatisation et de concentration économique et foncière (loi 1720) ;
- Des politiques qui affaiblissent la protection des petits propriétaires, des petits producteurs, des petits commerçants et de l'économie des communautés indigène-paysanne ;
- Et des décisions et des programmes économiques alignés sur des modèles néolibéraux qui, historiquement, ont aggravé les inégalités, la dépendance et l'exclusion en Bolivie.

Il y a en outre une profonde inquiétude quant au fait que ces mesures répondent à un ordre du jour géopolitique plus large mené par des secteurs de l'extrême droite continentale et des acteurs internationaux liés aux intérêts économiques et stratégiques des États-Unis, voire de l'État illégitime et génocidaire de Israël. Cette inquiétude est d'autant plus légitime que Donald Trump a manifesté un intérêt pour la reprise stratégique et matérielle de la région latino-américaine. L'attitude servile du gouvernement de Paz envers les États-Unis et son alignement avec Milei en Argentine et Noboa en Equateur sont des indices de cela. Ainsi la reconnaissance immédiate de l'État d'Israël, le retrait de la Bolivie du groupe de La Haye et le récent soutien d'Israël au gouvernement de Paz suggèrent des intérêts de cet État génocidaire sur la Bolivie et la région.

La Bolivie ne peut pas revenir à un modèle où les décisions sont prises contre les peuples indigènes, paysans et travailleurs qui ont historiquement soutenu et défendu la démocratie du pays. C'est précisément **le mouvement social bolivien** - les fédérations paysannes, les syndicats des ouvriers et miniers, les organisations indigènes, les conseils de quartiers et les secteurs populaires - **qui a permis de construire et de défendre l'État plurinational et la participation démocratique depuis ses bases.**

**Les mobilisations actuelles demandent la démission du président Rodrigo Paz.** Cette demande survient après des semaines sans être entendues, ils exigent: le respect de la CPE, des solutions à la crise économique, la non privatisation d'entreprises publiques; et ils rejettent catégoriquement toute tentative de régression par décret des droits sociaux, territoriaux et collectifs conquis par le peuple bolivien.

La lutte de tous ces secteurs qui représentent le peuple bolivien est essentiellement la défense de la souveraineté et contre l'ajustement néolibéral.

**Nous dénonçons avec une grande préoccupation l'augmentation des discours profondément racistes, classistes et déshumanisants dirigés contre les paysans, les peuples indigènes, les commerçants populaires et les dirigeants syndicaux mobilisés pour la défense de la Bolivie.** La stigmatisation de ceux qui marchent pour la justice sociale et la souveraineté représente une grave menace pour la coexistence démocratique et ravive les blessures historiques d'exclusion et de violence coloniale dans le pays, encore ouvertes depuis le coup d'État de 2019. **Nous dénonçons également l'incendie de la Wiphala, qui une fois de plus, comme en 2019, rappelle le racisme, la haine et le rejet des racines ancestrales et des revendications indigènes et paysannes qui ont construit ce pays.**

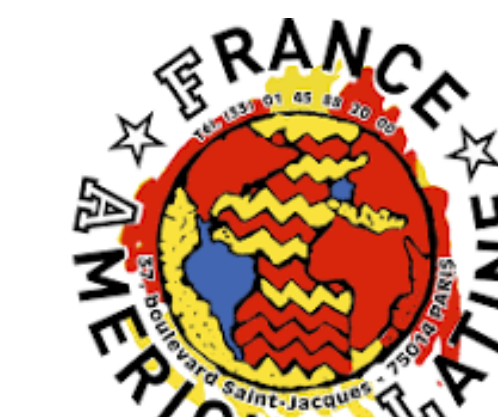
La militarisation, la répression, les massacres et même les exécutions du coup d'État de 2019, reconnus par le **rapport du GIEI** sont encore vivants et frais dans la mémoire du peuple bolivien. C'est cette mémoire qui nous permet aujourd'hui d'alerter et de veiller à ce que rien de semblable ne se reproduise pas.

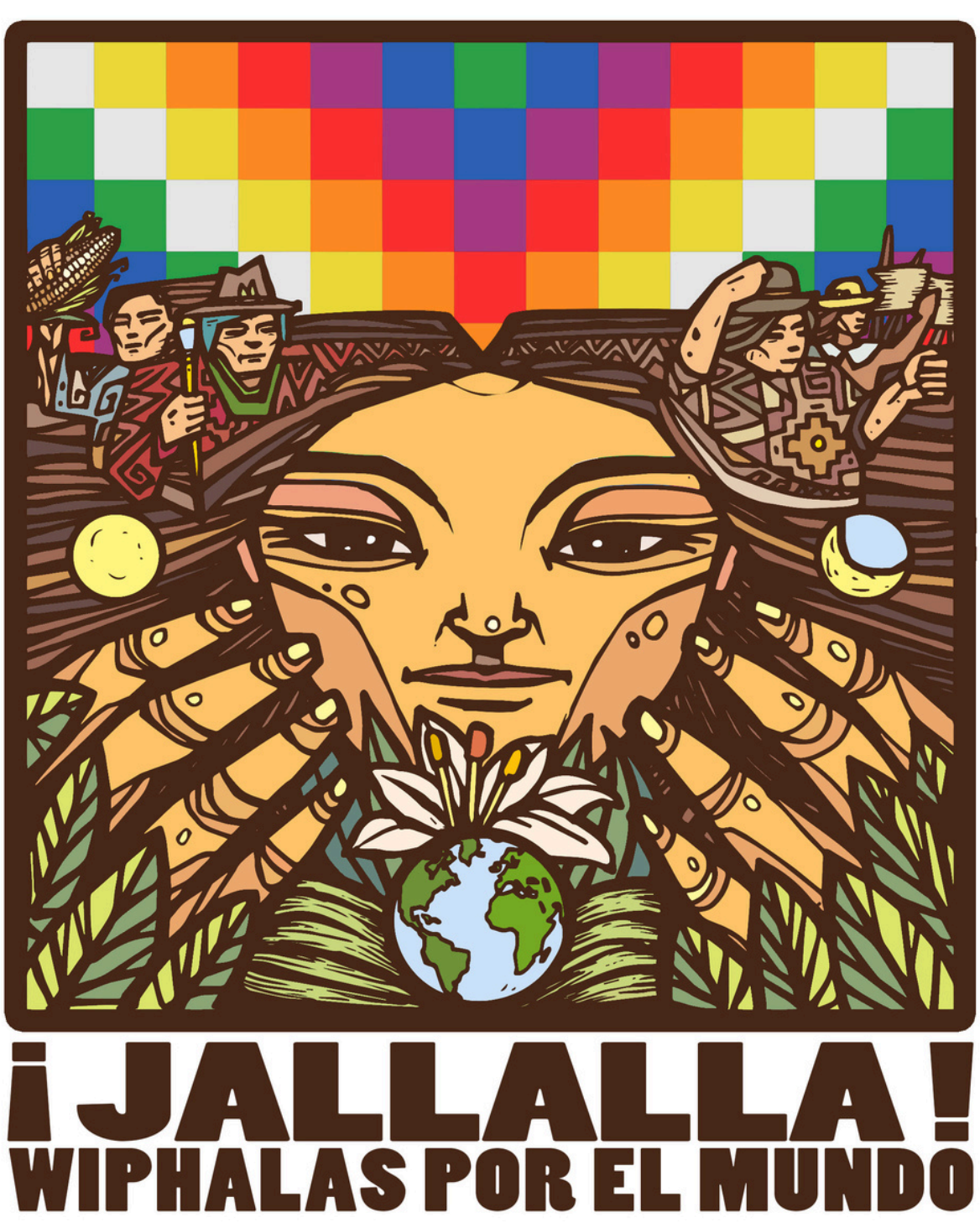
Le peuple bolivien a le droit constitutionnel et démocratique de s'organiser, de protester et de manifester sans persécution, ni criminalisation, ni répression de la part de l'État.

**Nous lançons un appel urgent à la solidarité internationale,** aux organisations des droits de l'homme, aux syndicats, aux mouvements indigènes et aux forces démocratiques du monde pour rester vigilants et accompagner le peuple bolivien dans la défense de la démocratie, la dignité, la souveraineté et l'État plurinational contre l'ajustement néolibéral de Rodrigo Paz.

La Wiphala représente la résistance, la mémoire et la dignité des peuples originaires d'Abya Yala.

***Aujourd'hui plus que jamais :  
La Constitution de l'État plurinational doit se respecter !  
Jallalla Bolivie!  
Jallalla les peuples indigènes, paysans et ouvriers en résistance!***





## WIPHALAS POR EL MUNDO 19.5.26 COMUNICADO INTERNACIONAL EN DEFENSA DEL ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA

Las organizaciones sociales, colectivos, pueblos indígenas, sindicatos, movimientos sociales y diásporas del Abya Yala en el mundo expresamos nuestra profunda preocupación ante la grave situación política y social que atraviesa Bolivia bajo el gobierno del presidente Rodrigo Paz.

En los últimos meses, el gobierno ha impulsado decretos, leyes y propuestas que generan alarma entre organizaciones campesinas, indígenas y sectores populares por representar graves retrocesos a derechos conquistados tras décadas de lucha social.

Entre las principales preocupaciones se encuentran:

- Intentos de flexibilizar controles sobre recursos naturales y territorios indígenas, cediendo la soberanía a capitales extranjeros, violando la Constitución Política del Estado (CPE) y permitiendo aprobaciones exprés sin consulta previa a comunidades indígenas o estudios ambientales (Decreto Supremo 5503). Todo esto para explícitamente favorecer al sector agroindustrial y la intervención internacional.
- Leyes que amenazan el derecho a la tierra y debilitan la protección legal de los pequeños propietarios. Favoreciendo en cambio procesos de privatización y concentración económica y de la tierra (Ley 1720);
- Políticas que debilitan la protección de pequeños propietarios y productores, comerciantes populares y economías comunitarias;
- Y decisiones o paquetes económicos alineados con modelos neoliberales que históricamente han profundizado desigualdad, dependencia y exclusión en Bolivia.

Existe además una profunda preocupación de que estas medidas respondan a una agenda geopolítica más amplia impulsada por sectores de la ultraderecha continental y actores internacionales vinculados a intereses económicos y estratégicos de Estados Unidos e incluso del ilegítimo y genocida Estado de Israel. Esta preocupación es aún más legítima dado el interés que Donald Trump ha manifestado en recuperar estratégica y materialmente la región de América Latina. La servil actitud del gobierno de Paz con EEUU y su alineamiento con Milei en Argentina y Noboa en Ecuador son indicios de ello. Así también el inmediato reconocimiento del Estado de Israel, el retiro de Bolivia del grupo de La Haya y el reciente apoyo de Israel al gobierno de Paz sugieren intereses de este genocida estado sobre Bolivia y la región.

Bolivia no puede volver a un modelo donde las decisiones se tomen contra los pueblos indígenas, campesinos y trabajadores que históricamente han sostenido y defendido la democracia del país. **Es precisamente el movimiento social boliviano** — las federaciones campesinas, sindicatos, organizaciones indígenas, juntas vecinales y sectores populares — lo **que ha permitido construir y defender el Estado Plurinacional y la participación democrática desde sus bases.**

Las movilizaciones actuales están pidiendo la renuncia del Presidente Rodrigo Paz. Pero esta demanda surge después de semanas sin ser escuchados exigiendo respeto a la CPE, soluciones a la crisis económica, oposición a la privatización de empresas estatales y manifestando además un rotundo rechazo a cualquier intento de retroceder por decreto derechos sociales, territoriales y colectivos conquistados por el pueblo boliviano.

La lucha de todos estos sectores que representan al pueblo boliviano es en esencia la lucha por la soberanía y contra el ajuste neoliberal.

**Denunciamos con enorme preocupación el aumento de discursos profundamente racistas, clasistas y deshumanizantes dirigidos contra campesinos, pueblos indígenas, comerciantes populares y dirigentes sindicales movilizados en defensa de Bolivia.** La estigmatización de quienes marchan por justicia social y soberanía representa una amenaza grave para la convivencia democrática y revive las heridas históricas de exclusión y violencia colonial en el país, aún abiertas desde el golpe de Estado de 2019. **Denunciamos también la quema de la Wiphala, que una vez más, como en 2019, recuerdan el racismo, el odio y el rechazo a las raíces ancestrales y reivindicaciones indígenas y campesinas que han construido este país.**

La militarización, la represión, las masacres y hasta ejecuciones del golpe de Estado de 2019, reconocidas por el informe del GIEI están aún vivas y frescas en la memoria del pueblo boliviano. Es esa memoria que nos permite ahora alertar y asegurarnos que nada similar vuelva ocurrir.

El pueblo boliviano tiene el derecho constitucional y democrático de organizarse, marchar y protestar sin persecución, criminalización ni represión estatal.

Hacemos un llamado urgente a la solidaridad internacional, a organizaciones de derechos humanos, sindicatos, movimientos indígenas y fuerzas democráticas del mundo a mantenerse alertas y acompañar al pueblo boliviano en la defensa de la democracia, la dignidad, la soberanía y el Estado Plurinacional contra el ajuste neoliberal de Rodrigo Paz.

La Wiphala representa resistencia, memoria y dignidad de los pueblos originarios de Abya Yala.

***Hoy más que nunca:  
¡La Constitución del Estado Plurinacional se respeta!  
¡Jallalla Bolivia!  
¡Jallalla los pueblos indígenas, campesinos y trabajadores en  
resistencia!***

